



CHAPITRE 16

Loi favorisant une collaboration intergouvernementale et municipale en matière de santé publique

[Sanctionnée le 17 février 1949]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 7,
aa. 14-17,
aj.
1. La Loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1941, chapitre 7) est modifiée en y ajoutant, après l'article 13, la section et les articles suivants:

"SECTION IV

"DES ENTENTES AVEC D'AUTRES GOUVERNEMENTS
ET DES CORPORATIONS MUNICIPALES

Ententes
autorisées.

"**14.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre de la santé à conclure, avec d'autres gouvernements et aussi avec des corporations municipales, les ententes qu'il juge conformes aux intérêts et aux droits constitutionnels de la province, pour l'exécution, en collaboration, de tout projet visant à sauvegarder et améliorer la santé publique.

Pouvoir
des cor-
porations
municipa-
les.

"**15.** Toute corporation municipale, quelle que soit la loi la régissant, qui est partie à une entente conclue en vertu de la présente section peut autoriser, par résolution de son conseil, les actes et dépenses nécessaires à l'exécution de cette entente.

CHAPTER 16

An Act to promote intergovernmental and municipal collaboration in matters of public health

[Assented to, the 17th of February, 1949]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Executive Power Act (Revised Statutes, 1941, chapter 7) is amended by adding thereto, after section 13, the following division and sections:

"DIVISION IV

"AGREEMENTS WITH OTHER GOVERNMENTS AND
WITH MUNICIPAL CORPORATIONS

"**14.** The Lieutenant - Governor in Council may authorize the Minister of Health to make with other governments and also with municipal corporations, any agreements which he deems conformable to the interests and the constitutional rights of the Province, for the joint execution of any project tending to safeguard and improve public health.

"**15.** Any municipal corporation, whatever may be the law governing it, which is party to an agreement made in accordance with this division may authorize, by resolution of its council, the acts and expenditure required for the execution of such agreement.

Avances.

"16. Le gouvernement de la province est autorisé à effectuer, à titre d'avance, à même le fonds consolidé du revenu, le paiement partiel ou total de la part contributive de toute partie à une telle entente.

"16. The government of the Province is authorized to make, out of the consolidated revenue fund, as an advance, payment of the whole or part of the contributory share of any party to such agreement.

Remboursement.

Les sommes ainsi avancées sont remboursables au fonds consolidé du revenu et y sont versées dès que le gouvernement les a perçues.

The sums thus advanced shall be repayable to the consolidated revenue fund and shall be deposited therein as soon as collected by the government.

Fonds consolidé.

"17. Les dépenses occasionnées au gouvernement de la province pour l'application de la présente section sont payées à même le fonds consolidé du revenu."

"17. The expenses incurred by the government of the Province for the application of this division shall be paid from the consolidated revenue fund."

Effet rétroactif.

2. La présente loi a son effet depuis le premier avril 1948.

2. This act shall be retroactive as from the 1st of April, 1948.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.